

## AKTUELL

RÉFUGIÉ-E-S

# Dehors et dedans

David Wagner

**Alors que l'Etat a réduit au statut de sans domicile fixe quatre demandeurs d'asile congolais déboutés, il continue à en enfermer d'autres en prison.**

L'on se souvient encore du cas de Salmi Taoufik, ce Tunisien dont le triste périple fut largement suivi par le woxx. En 2003, cet homme avait en effet fait l'objet d'une arrestation dans le cadre d'une opération « antiterroriste ». Taoufik, accusé à tort d'appartenir à un prétendu réseau terroriste fut ainsi renvoyé en Tunisie par le ministre de la justice de l'époque, Luc Frieden (CSV), bien que cette expulsion contrevînt à des dispositions internationales, prohibant l'expulsion d'un ressortissant étranger vers un pays où son intégrité physique ou psychique seraient menacée. La Commission consultative des droits de l'Homme avait alors épinglé cette affaire. Et si beaucoup d'Européens voient dans la Tunisie un gigantesque « Club Med », ce pays n'en est pas moins l'une des pires dictatures policières du monde arabe. Ce qui devait arriver arriva. Salmi Taoufik fut « accueilli » à Tunis par les autorités tunisiennes et passa plusieurs années dans ces geôles où la torture physique ou psychologique est monnaie courante.

Le gouvernement luxembourgeois récidive-t-il ? C'est ce que laisse penser une question parlementaire qu'adresse cette semaine le député André Hoffmann (déi Lénk) aux ministres de l'immigration (Nicolas Schmit, LSAP) et de la famille (Marie-Josée Jacobs, CSV). Selon les informations du député, quatre ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC), demandeurs d'asile qui n'ont pas obtenu le statut de réfugiés, se sont vus interdire l'accès à leur foyer d'hébergement car ces derniers avaient refusé de signer une demande de retour « volontaire ». Or, pour qui connaît un tant soi peu la situation de ce grand pays (que le Luxembourg a contribué, lors de l'entreprise coloniale belge, à piller et à saigner), l'on peut aisément comprendre les réticences qu'éprouvent ces Congolais envers leur retour vers une patrie où la guerre civile est latente.

D'autant plus que, selon Hoffmann, l'un d'entre eux serait un militant des droits de l'Homme. Et pour

cette catégorie de personnes, la vie en RDC peut être de très courte durée. En témoigne ainsi l'assassinat début juin de cette année à Kinshasa de Floribert Chebeya Bahizire, défenseur des droits de l'Homme ou, moins récemment, de Pascal Kabungulu Kibembi, abattu, comme le rapporte Amnesty International, en 2005 devant les membres de sa famille. Ce n'est donc pas un hasard si le parlement européen vient d'adopter, le 17 juin, une résolution concernant Bazihire, constatant « que ce meurtre s'inscrit dans une tendance accrue à l'intimidation et au harcèlement visant des défenseurs des droits de l'Homme, des journalistes, des opposants politiques, des victimes et des témoins en RDC », et condamnant « l'oppression qui continue de frapper militants des droits de l'Homme, journalistes (...) » et en demandant en toute conséquence aux Etats membres « que ceux-ci soient protégés ».

L'attitude du Luxembourg contrevient-elle à la résolution ? La réponse aurait pu être fournie rapidement si le président de la Chambre, Laurent Mosar (CSV), n'avait pas jugé utile de retenir le caractère urgent de la question. Une attitude d'autant plus incompréhensible que ces quatre personnes sont actuellement sans domicile fixe.

Tandis que des demandeurs d'asile se voient « enfermés dehors », d'autres continuent à croupir entre les murs du pénitencier de Schrassig (CPL). S'appuyant sur une question parlementaire du député vert Felix Braz, l'Asti rappelle dans un communiqué de presse que la Cour administrative avait fixé un ultimatum au gouvernement pour le 1er octobre de cette année, lui interdisant de procéder à des détentions supplémentaires de demandeurs d'asile déboutés au CPL au-delà de cette date butoir. Or, étant donné que l'Etat a traîné dans la construction controversée du centre de rétention, la Cour continuera à considérer provisoirement le CPL comme un « endroit approprié ». Dedans ou dehors, il ne fait pas bon être réfugié au Luxembourg.

## SHORT NEWS

## Streitgespräch: Große Region auf kleiner Spur

Statt heute fast 150.000 werden im Jahr 2030 250.000 Pendler täglich über die Grenze fahren: Luxemburg erstickt im Stau. Die wirtschaftliche Entwicklung und die Lebensqualität in der Großregion hängen eng mit einem innovativen und zukunftsweisenden Mobilitätskonzept zusammen. Welche Weichen müssen heute gestellt werden, damit die Pendler mobil und nachhaltig in der Zukunft ankommen? Diese Fragestellung wird Thema eines Streitgesprächs sein, welches die „Grëng Stéftung Lëtzebuerg“ am kommenden Dienstag unter dem Titel „Große Region auf kleiner Spur; 2030, Stau - ewiges Pendlerschicksal?“ ab 18.30 Uhr im CarréRotondes veranstaltet. Teilnehmer sind: Claude Wiseler, luxemburgischer Verkehrsminister; François Bausch, Verkehrsschöffe Stadt Luxemburg; Prof. Heiner Monheim, Verkehrswissenschaftler und Geograph an der Uni Trier; Guy Harau, Referent für grenzüberschreitende Mobilität des Conseil Régional de Lorraine; Josiane Madelaine, Vize-Präsidentin des Conseil Régional de Lorraine; Xavier Georges, Berater im wallonischen Mobilitäts-Ministerium und Ekkehart Schmidt-Fink, ÖPNV-Nutzer der Großregion. Moderiert wird die in Französisch und Deutsch (jeweils Simultanübersetzung) geführte Debatte vom woxx-Journalsiten Richard Graf. Die Debatte reiht sich ein in einen Zyklus zur Großregion die die Luxemburger Stiftung gemeinsam mit der Green European Foundation veranstaltet - nächstes Thema am 20. Oktober: „Vom Tankerparadies zur grünen Energieoase?“

## Gauche européenne : rouge profond !

Les nostalgiques des grandes Internationales du passé resteront sur leur faim : le parti de la gauche européenne ne propose ni d'idéologie, ni de stratégie uniformisées pour changer le monde. C'est ce qu'a rappelé le meeting précédant la réunion de son comité exécutif, le 23 septembre à la Maison du peuple d'Esch. Les interventions des représentant-e-s de plusieurs des 24 partis fédérés ont souligné les différences entre les situations nationales, la pluralité des sensibilités politiques, mais aussi la conviction qu'il fallait collaborer au niveau supranational. Serge Urbany, ex-député de « déi Lénk » a présenté la situation politique au Luxembourg. D'après lui, un petit pays comme le nôtre pourrait servir de laboratoire pour de nouvelles solidarités transfrontalières. Son appréciation des conflits sociaux luxembourgeois - « les attaques sur l'indexation des salaires concernent moins l'argent que sa valeur de symbole de régulation étatique » - contrastait fortement avec le compte-rendu de Yiannis Bournous : son pays, la Grèce, est soumis à une cure d'austérité de la pire espèce, avec le bradage des entreprises publiques et une montée du chômage. Dans certains pays européens, une protection sociale à la luxembourgeoise est un rêve lointain. Ainsi, le représentant portugais Miguel Portas a évoqué le combat - perdu - pour un salaire minimum à 500 euros, « un chiffre absurde pour un Luxembourgeois ». Pourtant, il a appelé à réfléchir à des mécanismes de solidarité européenne, permettant notamment une convergence des niveaux des retraites. La créativité de la Gauche européenne en matière de changement social ne se retrouve cependant pas en matière de transition écologique. Certes, les textes programmatiques l'évoquent, mais les idées « vertes » n'ont pas encore été intériorisées par les militant-e-s et les leaders « rouges ». Ainsi, les critiques écologistes contre le mot d'ordre de la croissance étaient présentées comme déplacées, et Miguel Portas a lourdement insisté qu'il fallait deux pour cent de croissance pour résorber le chômage - un ministre de l'économie social-démocrate ne l'aurait pas mieux dit.

## Energiewochen: Altbausanierung konkret

Interessierten den direkten Erfahrungsaustausch mit anderen „Bauherren“ ermöglichen, das ist der Ausgangspunkt der alljährlichen von Oekozer Lëtzebuerg und Mouvement écologique organisierten Energiewochen. In diesem Jahr sind die meisten der 17 „Hausbesuche“ vom 7. bis zum 23. Oktober der Altbausanierung gewidmet. Details und Anmeldungen unter [www.oeko.lu](http://www.oeko.lu) oder telefonisch unter 439030-1.